

**Syrie - Situation humanitaire -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 27 mars 2018)

Monsieur le Président,

Je souhaite d'abord remercier Mark Lowcock pour son intervention et saluer ses efforts inlassables ainsi que ceux de ses équipes pour répondre à l'urgence et à la gravité de la situation humanitaire en Syrie. Pour répondre à cette urgence et à cette gravité, il y a un mois quasiment jour pour jour, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2401. Nous avons ainsi collectivement et de manière unanime exigé de l'ensemble des parties au conflit une cessation des hostilités sur l'ensemble du territoire afin de permettre un accès humanitaire durable et sans entraves aux populations civiles dans le besoin, ainsi que des évacuations médicales.

I. Un mois après, quel est le bilan ? Non seulement la résolution 2401 n'a pas été mise en oeuvre, mais la situation humanitaire en Syrie s'est encore aggravée. Les populations civiles vivent dans la détresse, prises au piège des tractations et des combats, en particulier dans la Ghouta orientale.

Ces dernières semaines, en effet, les combats, loin de s'arrêter, ont redoublé d'intensité avec une offensive terrestre du régime, appuyée par ses alliés, la Russie et l'Iran. Soigneusement planifiée, cette offensive s'est déroulée de manière implacable, répétant la double stratégie de terreur et de négociations parallèles utilisée à Alep pour obtenir la reddition des combattants et le déplacement forcé des populations civiles. Depuis un mois, il n'y a pas eu un jour où la Ghouta orientale, enclave affamée et assiégée depuis des années, n'a subi les bombardements indiscriminés du régime et de ses soutiens.

Le régime et ses soutiens ont bombardé méthodiquement les écoles et les hôpitaux et tué plus de 1.700 civils, parmi lesquels plus de 300 enfants. Ces morts sont le résultat d'une stratégie délibérée du régime syrien pour faire plier toute une population par la force, anéantir toute forme d'opposition et servir son maintien au pouvoir.

Monsieur le Président,

Rien ne saurait justifier d'exception au droit international humanitaire. Or, pas un seul convoi humanitaire n'a été autorisé à entrer dans la Ghouta orientale depuis le 15 mars, et quasiment aucune aide humanitaire n'y a été délivrée ces dernières semaines, alors que les besoins des populations restées sur place, pour une grande part des femmes et des enfants, sont immenses.

Dans la Ghouta orientale, nous assistons depuis plusieurs jours à des évacuations forcées de populations, susceptibles de constituer des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre.

Nous avons exigé un accès humanitaire à la Ghouta orientale pour apporter une assistance aux populations chez elles, où elles veulent rester pour peu que le cessez-le-feu le leur permette. C'était toute la logique de la résolution 2401. Or, nous avons assisté, à l'inverse, à une intensification des violences pour forcer des déplacements massifs de civils. Les bombardements ont forcé les populations civiles, environ 80.000 personnes, à fuir. Ces transferts des civils de la Ghouta orientale font partie intégrante de la stratégie militaire du régime syrien pour faire capituler l'opposition. Les civils en sont une nouvelle fois les premières victimes. Les déplacements forcés de population, je l'ai dit, sont susceptibles de constituer des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre. Les preuves de ces crimes seront collectées, préservées et utilisées. Nous avons été clairs sur ce point lors de la réunion en format Arria de ce Conseil autour du Haut-Commissaire aux droits de l'Homme, il y a quelques jours.

55.000 civils sont désormais présents dans 8 "abris collectifs" administrés par le régime syrien autour de la Ghouta orientale, sans eau ni électricité et dans des conditions sanitaires désastreuses. Leur sort ne s'est pas amélioré, loin de là. Leur enfer s'est juste déplacé de quelques kilomètres.

Nous sommes extrêmement préoccupés par le sort de ces civils qui vivent désormais entassés dans des lieux surpeuplés, sans aucune garantie de protection, de sécurité, et sans aucune garantie de retour.

II. Alors, Monsieur le Président, comment faire pour protéger les populations civiles, dans la situation que je viens de décrire ?

L'urgence absolue est de protéger ceux qui peuvent encore l'être. Alors que la cessation des hostilités de trente jours exigée par la résolution 2401 n'est toujours pas mise en oeuvre, cette exigence reste plus urgente et pertinente que jamais, faisant toujours de la résolution 2401 le cadre de notre action commune.

Dans ce cadre, et en cohérence avec la présentation que vient de nous faire Mark Lowcock, je voudrais souligner ici trois exigences essentielles.

1. La première exigence, c'est l'urgence que des convois humanitaires atteignent la Ghouta orientale quotidiennement et dans des conditions de sécurité suffisantes.

Alors que les besoins humanitaires sont immenses, le régime poursuit ses entraves délibérées. Les convois de l'ONU doivent pouvoir se rendre sur place pour effectuer leur déchargement. Les combats doivent cesser de manière durable pour permettre des délais suffisants d'acheminement, de déchargement et de distribution de l'aide, y compris, je le souligne, de l'aide médicale.

2. La deuxième exigence concerne les civils restés sur place, dans la Ghouta, qui ont droit à une assistance humanitaire d'urgence et à une protection. L'aide doit leur parvenir là où ils se trouvent. Pour cela, l'ONU et ses partenaires humanitaires internationaux et locaux doivent pouvoir travailler en toute sécurité sur place, pour être en mesure d'évaluer les besoins de ces populations. C'est une obligation au titre du droit international humanitaire, mais c'est surtout le minimum requis pour apporter une assistance concrète aux populations concernées. La protection qui leur est due au titre du droit international humanitaire doit être garantie de manière inconditionnelle. J'en appelle à cet égard à nouveau à la responsabilité de l'ensemble des acteurs ayant une influence sur le régime syrien.

3. La troisième exigence, qui a pris une importance nouvelle au cours des derniers jours, c'est de venir en aide aux populations déplacées regroupées dans les lieux en dehors de la Ghouta. Très concrètement, cela signifie que ces populations, qui ont été forcées de tout abandonner pour sauver leur vie, puissent disposer de garanties de sécurité et d'un accès aux besoins essentiels, mais également des garanties relatives à leur retour quand elles le souhaiteront. Il faut veiller aussi à ce qu'elles ne soient pas menacées de représailles, de menaces ou de persécutions d'aucune sorte.

Afin de garantir la protection de ces populations, l'ONU et ses partenaires doivent pouvoir accompagner les civils évacués du point de départ à leur arrivée dans les "abris collectifs". Un accès permanent de l'ONU et de ses partenaires aux civils présents dans ces camps est indispensable. Nous souhaitons que l'ONU soit en mesure de renforcer son soutien aux déplacés qui ont fui la Ghouta orientale. Cela implique nécessairement une augmentation du nombre de personnels internationaux sur place. Nous espérons qu'ils obtiendront les autorisations le plus rapidement possible à cet effet. Cela implique également des garanties de sécurité pour les humanitaires.

Monsieur le Président,

La situation à Afrin est également très préoccupante : de très nombreux civils sont dans une situation critique. Plus de 180.000 personnes auraient été déplacées. Un seul convoi a été autorisé, hier. Cela reste très insuffisant au regard des besoins des populations, qui sont immenses. La poursuite des combats à Afrin a par ailleurs contraint les Forces démocratiques syriennes à arrêter leurs opérations contre Daech, dont la menace, nous le savons tous, n'a pas disparu.

Notre position sur la question est constante : les préoccupations légitimes de la Turquie sur la sécurité de sa frontière ne peuvent nullement justifier une implantation militaire durable dans la profondeur du territoire syrien.

Plus que jamais, nous avons besoin que les combats cessent. Nous appelons donc les acteurs sur le terrain à faire aboutir les négociations en cours et à respecter une cessation des hostilités. Nous appuyons les efforts de l'envoyé spécial Staffan de Mistura en ce sens, et son engagement pour relancer le processus de Genève et obtenir une solution politique durable conforme à la résolution 2254, à commencer par la formation d'un Comité constitutionnel

inclusif sous l'égide de M. de Mistura. C'est la seule voie qui permettra de mettre un terme à la crise syrienne.

Monsieur le Président,

Il y a une urgence absolue à agir sur le double front humanitaire et politique. C'est l'appel qu'au nom de la France je veux lancer aujourd'hui. Cet appel s'adresse d'abord à ceux qui peuvent faire une différence sur le terrain, à commencer par la Russie. Il n'est jamais trop tard pour sauver des vies. Soyons bien conscients que faute d'une telle action urgente et décisive, le pire est sans doute à venir, sous la forme d'une aggravation et d'un élargissement du conflit.

Il faudra aussi, le moment venu, tirer sérieusement les enseignements de la tragédie syrienne. Cette tragédie est en effet l'illustration d'un nouveau désordre mondial où les cordes de rappel ont disparu, faute de gouvernance internationale solide, faute de puissance de dernier ressort, et faute de convergence entre les acteurs clés. S'y ajoute l'attitude que l'on sait de la Russie. C'est dire combien, si l'on veut éviter d'autres tragédies du même type à l'avenir, il est essentiel de structurer le monde multipolaire dans lequel nous sommes désormais autour d'un multilatéralisme robuste, incarné par une ONU réformée. C'est la seule alternative à la fragmentation du monde et au retour aux zones d'influence dont notre histoire nous enseigne tous les dangers. C'est avec le règlement de la crise syrienne, qui est notre priorité aujourd'hui et qui est l'urgence, l'un des autres défis de notre génération.

Je vous remercie./.